

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 132
1^{er} septembre 2008

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

*Intervention d'Olivier Lestang au titre du courant Front Unique
Au Bureau National de la FSU du 25 août*

La responsabilité de la direction de la FSU, c'est de préparer le combat dans l'unité pour briser, enfin, la politique ultra-réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon

Il y a un fait majeur : c'est la crise économique et financière, une situation du capitalisme dont le chef de la réserve fédérale américaine, Bernanke, dit lui-même qu'elle est « *l'une des plus difficile jamais vue* ».

Celle-ci implique bien entendu – c'est la « relance » pour messieurs les capitalistes – d'importants plans de licenciements, une crise accrue du logement, mais aussi une inflation importante qu'il faut caractériser, car ce n'est pas une catastrophe naturelle. Elle est l'œuvre des banquiers et autres spéculateurs.

Plus profondément, cette inflation et ses conséquences sur le niveau de vie, ou la vie tout court, des larges masses de par le monde, est la conséquence de ce que toute la monnaie de singe créée depuis des années pour éviter la faillite du mode de production capitaliste commence à se déverser hors des marchés financiers, dans la sphère de la circulation des marchandises : ce à quoi les travailleurs du monde entier sont confrontés, ce sont les conséquences de la faillite frauduleuse du mode de production capitaliste lui-même. D'ailleurs, il est intéressant de relever que la réaction des gouvernements de par le monde est partout de renforcer l'intervention étatique, jusqu'à procéder, comme hier au Danemark encore, à des nationalisations, certes honteuses, d'institutions bancaires en déroute. C'est indiquer ainsi que ce qui est en cause, c'est la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Mais bien entendu pour les gouvernements au service de la classe capitaliste, la crise implique de renforcer les attaques contre les acquis ouvriers. Il n'en est pas autrement pour Sarkozy ; qui, interviewé dans *Le Monde* du 16 juillet dernier, pérorait : « *Le ralentissement de l'économie ne fait que renforcer la nécessité de lancer de nouvelles réformes.* »

Il explicite dans ce journal ce que sont ces réformes : « *la réduction des effectifs dans la fonction publique est un objectif central et incontournable : parce qu'il faut moderniser les administrations et parce que cela représente les deux tiers des dépenses du budget de l'Etat avec les retraites.* ». Ce sont des contre-réformes.

Mais qui l'ignore ? Jamais sous la 5^{ème} République un gouvernement n'aura fait adopter autant de lois que celui de Sarkozy, et jusqu'au cœur de l'été les mauvais coups ont continué de pleuvoir : mise en pièces du temps de travail, prenant appui sur la position commune CGT-CFDT-Medef ; affront aux travailleurs privés d'emploi avec la loi visant à la déqualification totale des chômeurs ; et bien entendu, la mise en place de la loi anti-grève à l'école primaire. Et en dehors de l'hémicycle aussi on s'est activé, notamment sur l'assurance-maladie. En effet le plan présenté le 29 juillet n'est pas un « recul » du gouvernement comme l'a dit notre secrétaire général. En échange d'un ticket d'entrée dérisoire, il place presque les mutuelles aux commandes de l'assurance-maladie, c'est-à-dire organise la privatisation rampante de ce qui reste du système collectif de la Sécu. Sans oublier une nouvelle vague de remboursements, en attendant la prochaine contre-réforme hospitalière. On pourrait ajouter la privatisation de la Poste, mais inutile d'allonger la liste.

Mais il faut y inclure l'Afghanistan. Tandis que les renforts français décidés en avril commencent à remplir les cimetières, les forces d'occupation de l'Afghanistan ont tué, ce seul vendredi, près d'une centaine de civils. Bien plus depuis le début de l'occupation. En vérité, les barbares, les terroristes, ce sont eux – et ils font germer dans leurs passages meurtriers les graines du renforcement des talibans – longue tradition puisque les mêmes qui occupent aujourd'hui l'Afghanistan avaient déjà utilisés les islamistes féodaux lors de l'occupation du pays par les troupes de la bureaucratie du Kremlin. La politique étrangère de Sarkozy prolonge sa politique intérieure.

C'est pourquoi, puisque le parlement doit voter sur la présence militaire le 22 septembre, je demande que ce bureau national prenne position pour l'organisation d'une manifestation unitaire devant l'Assemblée pour le retrait

immédiat et inconditionnel des troupes françaises lors de ce débat et ce vote.

Ce serait là une première occasion de manifester l'opposition profonde qui existe dans le pays au gouvernement Sarkozy et sa politique. Car à nouveau en cette rentrée, telle est bien la question que les enseignants ne manqueront pas de poser aux directions syndicales : s'opposent-elles, enfin, au gouvernement ? Réaliseront-elles le front unique pour le combattre ?

Car le gouvernement, lui, quand il parle de faire de 2009 « l'année des enseignants », entend par là « l'année où il battra les enseignants ». La loi anti-grève dans le primaire, la suppression des heures de cours du samedi et les nouveaux programmes, la casse annoncée des IUFM, la programmation de la baisse du pouvoir d'achat du point d'indice, et bien sûr l'annonce de 13 500 nouvelles suppressions de postes (puis de 16 000 par an en 2010 et 2011) sont suffisantes pour établir ce fait. Rien ne serait plus inadmissible que de prétendre vouloir prendre le ministre au mot ou autre mauvaise plaisanterie de ce genre.

Alors une question se pose : est-ce que la direction de la FSU va continuer de considérer le gouvernement comme un partenaire avec lequel elle se concerte – comme semble l'indiquer la tenue en ce seul mois de septembre de quatre réunions sur la réforme-destruction du statut de la fonction publique ?

Soyons plus précis : Darcos a annoncé une « réforme » des lycées à la mi-juillet. Il l'a fait en s'appuyant sur la signature, par la direction du SNES, d'une « feuille de route » en 16 points. Ce qui a été signé, c'est – cf. le point 10 – l'ouverture en grand de la porte pour casser le statut des enseignants, qu'il ne soit plus défini en heures d'enseignement hebdomadaire. C'est aussi la diminution des horaires disciplinaires, et l'ouverture à partir de là vers un lycée à la carte, aux contenus définis localement, avec à terme une remise en question brutale du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Alors le message que la direction de la FSU – et celle du SNES- devraient adresser en cette rentrée aux collègues, c'est le signal qu'ils vont combattre le gouvernement, c'est le retrait de la signature du SNES de la « feuille de route » de Darcos.

D'ailleurs quand la direction du SNES a signé, elle se félicitait d'avoir obtenu que Darcos ne parle pas de suppressions de postes dans ce cadre. En effet... c'est une semaine plus tard que ce dernier annonçait les 13 500 suppressions de postes.

Et face à ce déluge d'attaques, comment les enseignants pourraient-ils se satisfaire des perspectives avancées ici, à savoir une grève le 7 octobre dans le cadre d'une journée internationale de la CSI pour « le travail décent » (sic), et, en attendant, sinon la semaine des quatre jeudis, du moins des « jeudis de l'éducation » à répétition et autres initiatives locales, dispersées ?

Demain, lors de la réunion des fédérations de l'éducation, la question d'une manifestation nationale unitaire sera, nous dit-on, posée. C'est simple : si manifestation il devait y avoir, alors, c'est nécessairement contre le budget Sarkozy de suppressions de postes, contre le budget de baisse du pouvoir d'achat – dans l'unité avec toutes les fédérations de fonctionnaires. Autrement, il ne s'agirait pas d'une initiative tournée contre le gouvernement, pour en finir avec sa politique de malheur. Or c'est pourtant cela que veulent les travailleurs de l'enseignement, et ce pour quoi combat le courant Front Unique.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : courrier@frontunique.com